



La prolifération des observations et des points de vue

**Marc Dumont,  
Laurent Devisme**

Ni l'invention des sciences sociales au 19<sup>e</sup> siècle ni l'apparition, dans leur prolongement, des études urbaines (Lepetit, Topalov, 2001) n'ont véritablement changé la teneur ambiguë des rapports entre le pouvoir et les intellectuels, leur perpétuelle oscillation entre distanciation et prestation, exécution et rejet. Ce vieux nœud gordien se retrouve présent dans le domaine de l'intervention urbanistique en France même si les termes de ce rapport se sont quelque peu métamorphosés. Aux ingénieurs-topographes du 17<sup>e</sup> siècle répondent aujourd'hui des sciences (sociales, juridiques...) aux prises avec un État en mal de modèle d'intervention et d'interprétation face à des réalités nouvelles (Bezes *et al.*, 2005) ; la relation « bâtarde » y a pris statut de reconnaissance légitime avec la *Clause sur les prestations intellectuelles* existant dans les marchés publics depuis 1978.

Sous la force des transfuges et des effets de transferts l'horizon de la dualité n'a pas cessé de se troubler dans le champ de l'intervention urbanistique. L'intellectualisation de la ville ne s'est-elle pas faite aussi *ingénierisation* du monde intellectuel, de la pensée urbaine, des approches des sciences sociales, toujours plus mobilisées, par exemple, sur la production d'indicateurs fiables ? En outre, la complexité est désormais moins considérée comme paradigme, théorie explicative ou encore œuvre esthétique que comme *réalité existentielle* : plus que jamais l'unité factice qui aurait fondé « le » pouvoir, ou « l'intellectuel » (et par extension les sciences sociales, les études...) s'efface et se dissémine en une prolifération organisationnelle d'intervenants périphériques, pas moins secondaires les uns que les autres, par ces jeux d'agrégation et d'association restitués en son temps par Nicklas Luhman (1999). Beaucoup plus concrètement, les métamorphoses de l'intervention publique, recherchées, revendiquées et défendues depuis des années par les promoteurs de la gouvernance, sont désormais réalités effectives. La dissémination – pour le meilleur comme pour le pire – ne concerne plus seulement les « services publics », mais l'ensemble de l'arsenal organisationnel dans lequel on retrouve en place notable le champ des pouvoirs urbains.

Ainsi, que la recherche urbaine soit plus difficile à cerner aujourd'hui que dans les années 1960-70 est un constat partagé par la plupart des observateurs impliqués dans sa dynamique (Lassave, 1997). Cela renvoie au moins à une pluralité des paradigmes engagés, des disciplines convoquées et de l'origine des demandes de recherche. Ce caractère protéiforme ne renvoie pas pour autant à une dissolution ou à une disparition, comme l'a connue une discipline comme la science régionale, dont le déclin aux États-Unis est bien résumé par Laurent Davezies (2007). L'évolution de la fiscalité du pays, en l'occurrence la mise en place du fédéralisme fiscal, entraîne tout simplement l'arrêt de la demande nationale de connaissances socio-économiques des acteurs publics et l'appel aux expertises économiques locales. Du modèle du technocrate public et du savant, écrit Davezies, on passe à celui de l'élu et de l'électeur, le consultant venant se nicher comme tiers. La demande d'arguments assis sur la connaissance change radicalement. Différentes instances locales se sont emparées des questions spatiales et ont en partie infléchi la demande de recherche (cf. la popularité thématique de la gouvernance). Il se joue la plupart du temps, désormais, après une époque de commande de recherche très centralisée, un rapport entre pouvoirs centraux, pouvoirs locaux et équipes de recherche qu'il est intéressant d'approfondir.

En retraçant la généalogie d'une « recherche-développement » d'urbanisme à Nantes, le présent article souhaite éclairer ce cadre général, en documentant des processus (touchant la recherche en sciences sociales *in vivo*) pouvant amorcer tant un réel renouvellement qu'une ingénierisation se lovant dans les nouvelles formes de recherche incitative. Puis il propose une traversée au sein de situations s'inscrivant dans cet ensemble. Ce temps de restitution se calera sur deux modalités travaillées dans notre équipe et qui ont



Le point de vue naturel est rendu inaccessible par le chantier urbain

Laurent Devisme

été amenées « par la force des choses » à se différencier. D'un côté, un temps de suivi ethnographique qualifié par la figure de l'*éthologue* et caractérisé par des formes d'irruption liées à la quotidienneté et à des récurrences. De l'autre, un suivi qui à certains égards frôlerait de manière réjouissante celui du modèle du *tenure track*<sup>1</sup>, privilège d'être l'invité-transfuge de lieux souvent difficilement accessibles. On ne saura toutefois pas si l'invité aura été à la hauteur, ni même s'il imagine en sortir... Entre ces deux figures, quelles seraient les pistes d'un réel renouvellement possible ? Entre l'enfermement dans le laboratoire, qui pour parler de la ville n'est pas tenable, et l'ingénierisation post-réflexive, il existe à notre sens une troisième voie possible, celle d'une approche pragmatique productrice de perplexités publiques.

### Genèse d'une recherche-développement en urbanisme

Pour les chercheurs et enseignants-chercheurs statutaires, les réponses aux programmes de la recherche incitative renvoient à plusieurs intérêts : se remobiliser sur des questions « d'actualité », entrer dans certains réseaux de recherche, trouver des moyens pour les laboratoires auxquels on émerge ou dont on a la responsabilité... Parmi les programmes récents s'intéressant à l'urbain en transformation, nous voulons nous arrêter sur celui qui s'est manifesté par un drôle d'acronyme : POPSU, *alias* Plateforme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines, lancé au niveau minis-

tériel (puis interministériel) par le METL – désormais MEEDDAT – et orchestré par un GIP, le GIP EPAU (l'Europe des Projets Architecturaux et Urbains) qui s'occupe par ailleurs de l'orchestration du concours Europan. Sans entrer dans un récit épais de ce programme<sup>2</sup>, on peut s'intéresser à son montage et ses attendus, aux manières dont il organise les rapports local-national et surtout dont les équipes de chercheurs s'en sont emparés.

Dès 2002, des réflexions et des contacts s'organisent autour de la définition d'un « programme d'études comparatives des projets urbains dans les grandes villes françaises ». Les promoteurs de l'idée, connaisseurs de réseaux de la recherche architecturale et urbaine passent alors notamment par les écoles d'architecture en demandant aux « niveaux locaux » repérés de préciser ou d'activer des contacts avec les pouvoirs urbains. La démarche est plutôt empirique et inductive, le tout est de « faire monter » des propositions idéalement co-produites entre des chercheurs et des acteurs des collectivités locales. C'est à partir de 2003 que l'ensemble gagne en

1. Il s'agit de professeurs invités qui « jouissent de la même liberté académique qu'un professeur, en particulier dans la recherche et la conduite de leur groupe, et d'une autonomie financière substantielle (...) Pour un jeune scientifique, c'est une occasion unique de montrer ce qu'il vaut. On lui en donne les moyens dans un système où les règles du jeu sont claires : si ses prestations sont de haut niveau, il sera promu; s'il ne répond pas aux attentes, il devra quitter l'institution » d'après le président de l'école Polytechnique de Lausanne, Patrick Aebischer).

2. Il se trouve que nous sommes engagés dans l'une des équipes de cette aventure avec, en l'occurrence, des recherches de terrain et la coordination des travaux relevant d'une analyse de la fabrique urbanistique nantaise (LAUA, coord. L.Devisme).

visibilité : implication de collectivités locales d'une part et de partenaires ministériels d'autre part. L'une des originalités du programme vient notamment de l'objectif d'un cofinancement à parité entre l'État et les niveaux locaux. Le GIP – constitué *a posteriori* – s'occupe de mobiliser des partenaires (Caisse des Dépôts, DIV, ministère de l'Écologie, nous sommes alors en 2003-2004) et les chercheurs ont à construire à la fois l'intéressement d'autres collègues et celui des collectivités locales, aidés parfois par un travail du comité scientifique constitué également dans un deuxième temps au niveau de la plateforme nationale et impliquant pour partie des chercheurs reconnus pour leurs expertises (Alain Bourdin, Corinne Larrue, Yannis Tsiomis, P. Liochon, Michel Lussault...) et pouvant facilement produire des arguments en cette faveur.

Sur le fond de quels manques et quelles attentes le programme se construit-il ? Les grandes orientations énoncées en 2003 proposent de travailler d'une part sur la disponibilité et l'accessibilité des connaissances et d'autre part sur les lacunes cognitives quant à l'intersection et à la multiplicité intrinsèque des projets urbains. Les approches comparatives sont également trop peu nombreuses. Ces lacunes sont identifiées aussi bien pour la recherche, l'enseignement que pour le monde professionnel (les « acteurs urbains » plus largement). Trois focalisations sont explicitées : les pratiques de projet et leurs résultats concrets ; des situations multiples avec travail comparatif à la clé ; la « complexité » du projet urbain. Des ambitions sont exprimées en termes de décloisonnement du travail de recherche et de création de nouveaux modes de coopération entre la communauté des chercheurs d'une région donnée.

C'est aussi la focalisation du travail de recherche qui doit être la plus explicite possible en regard de l'attente des acteurs urbains, d'où l'emploi du terme de recherche/développement mais aussi parfois celui de « recherche/action ». On rencontre dans le même sens les notions de suivi en temps réel, de prospective, de veille et de « fertilisation croisée ». L'insistance sur la confrontation des connaissances (avec « les acteurs directement concernés ») est de mise. De surcroît, renvoyant à un intérêt de connaissance de l'un des instigateurs du programme, il s'agit bien de développer les réflexions sur les pratiques : un travail sur les savoirs en action d'une part et l'attention à l'effet des actions sur les savoirs d'autre part.

Les projets urbains sont d'emblée inscrits dans le contexte des régions métropolitaines, dans des dynamiques local/global (et il faut éclairer les rapports entre projets urbains et grandes stratégies par exemple), entre intentions locales et dynamiques supra-locales. En vertu de l'impact de ces projets sur leur environnement, ils sont qualifiés d'urbains (et non d'architecturaux). L'insistance est à noter sur les dimensions formelles/spatiales/matérielles qui doivent être confrontées « aux dimensions socio-politiques, écologiques, économiques, financières, et de plus en plus à la dimension « organisationnelle » renvoyant aux enjeux de la gouver-

nance ». En termes de capitalisation, la constitution de banques d'études et de projets est visée avec la mise en place, dans un second temps, d'analyses transversales. Sept grandes villes et agglomérations se trouvent impliquées (Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Toulouse).

Le cadre posé par ce programme relève d'une approche inductive. La note de cadrage précise : « Il serait en effet absurde que dans le contexte d'un partenariat complexe voire hétérogène, on cherche à figer les perspectives de recherche au départ en ayant l'utopie de vouloir imposer un point de vue dominant : les problématiques et les choix méthodologiques feront l'objet d'une construction progressive qui devra se faire de manière « décentralisée » et itérative et par des échanges fréquents entre les différentes équipes concernées. » (Document 9, janvier 2003).

Les questions soulevées par ce cadre sont nombreuses, et seront parfois abordées dans les séminaires inter-villes, permettant tantôt de critiquer un cadre trop peu scientifique (à propos des approches comparatives par exemple), tantôt de se rendre compte de la diversité des postures de chercheurs entre les villes, qui sur un axe du rapport avec les acteurs urbains peut aller de la défiance-ignorance (actualisation de la figure de la tour d'ivoire ou du dégageant académique) à la quasi-fusion (rédaction du diagnostic du SCOT que l'on est ensuite censé observer et critiquer par exemple, formes de déférence-avalisation des manières dominantes de voir les choses...). Entre ces deux pôles, des enseignants-chercheurs aux contacts et carnets d'adresse plus ou moins étoffés et dont la qualité des relations avec les milieux professionnels et politiques est également fort variable.

Quatre ordres de problème issus de ce cadre peuvent être relevés, ils portent sur :

- Les questions comparatives : De quelle manière peut-on stabiliser des éléments de comparaison quand de si nombreuses variables jouent entre les équipes ? De fait, au fur et à mesure du programme, les analyses transversales ont tenu lieu d'analyses comparatives et elles ont été confiées à de nouvelles équipes, extérieures et non territorialisées, amenant quelques débats au sein des équipes déjà constituées (destituées ? instrumentalisées ? Premières sources pour un travail de seconde main réalisé par d'autres... ?)

- La question des interlocuteurs-acteurs locaux. « Les projets urbains dans les grandes villes françaises » certes mais vise-t-on les niveaux communaux, intercommunaux ? Intègre-t-on les opérateurs ayant reçu délégation pour mener à bien des projets ? Que faire de l'État local (DDE) ? Comment se situer par rapport aux agences d'urbanisme ? Une fois ces questions « réglées » – à chaque fois au niveau local car les missions des agences d'urbanisme quant au registre du projet sont très inégalement constituées – quels acteurs viser au sein des organigrammes ? Que faire des connaissances antérieures développées par les chercheurs ? Sommes-nous dans la bonne « direction générale », le bon service ? Quels sont les effets de court-circuiter certains

acteurs ? Et de manière encore plus problématique, qui définit les « attentes » des acteurs urbains ? Comment implique-t-on le niveau politique en ne se contentant pas de l'appareil plus ou moins bureaucratique des grands navires organisationnels que sont les EPCI ?

– Les formes de travail attendues, soit les modalités mêmes de la recherche. Ni « étude », ni « commande », mais bien « recherche » associée à l'enjeu du développement qui pose d'importants problèmes épistémologiques aux sciences sociales. On serait bien en mal de caractériser ici les termes de l'expression « recherche-développement » que le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles de 1978 ne définit qu'indépendamment et non dans leur association. Rappelons : « Recherche. – Travaux entrepris dans le but de reculer les limites des connaissances scientifiques, techniques et technologiques. S'ils sont entrepris sans intention sur les applications qui pourraient en résulter, il s'agit de recherche fondamentale ; s'ils sont entrepris en vue d'applications, il s'agit de recherche appliquée. ». Puis, « Développement. – Ensemble des travaux qui ont pour but la mise au point des dispositifs, procédés ou matériels répondant à des spécifications déterminées et pouvant être fabriqués ou mis en pratique de façon reproductible ».

– La validation des travaux réalisés. La production annuelle de deux rapports par les chercheurs est idéalement discutée par le conseil scientifique, mais aussi à l'échelon local par des configurations construites localement. Ces niveaux d'échanges sont parfois doublés de demandes d'interlocuteurs locaux de « validation » des écrits, contrepoint de l'ouverture permise de différents bureaux et dossiers. Pour les équipes de recherche, le curseur de la validation varie quant à la pertinence des travaux réalisés : publications dans des revues scientifiques, renommée à l'occasion de la réalisation d'un colloque...

### **Comment nous sommes nous emparés de ce cadre de travail ?**

Nous avons dès le départ cherché à « regarder ce qui se passe » dans une perspective d'ethnographie de l'urbanisme en actes, afin de contribuer à une meilleure intelligence de la logique de projet, non dans une position d'expertise mais dans celle de chercheurs soucieux de tenir la chronique des actes de transformation spatiale et des manières dont se côtoient maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre. « Regarder ce qui se passe », c'est prendre au sérieux les actes concrets de transformation en ce qu'ils actualisent ou altèrent les discours relatifs à l'économie du projet qui sont loin d'être spécifiques à Nantes (développement durable, « écoquartier », cité des biotechnologies...). L'attention au projet signifie une veille relative à ses remaniements et ses distributions. C'est ainsi que l'observation porte principalement sur la

confrontation de cultures urbaines différentes (maîtres d'œuvre, professionnels du service public, élus, associations, acteurs locaux...) et sur les effets qui en résultent, à la fois en termes de manière de conduire le projet (apprentissage pour la maîtrise d'ouvrage) et en termes de contenu du projet. Ces focales, nous les avons engagées dans un travail de recherche inscrit dans le programme « Échelles et temporalités des projets urbains », lancé antérieurement par le PUCA (Tsiomis *et al.*, 2007). Elles pouvaient facilement se prolonger dans ce nouveau cadre.

Nous avons d'abord, et c'est une spécificité, monté une convention locale entre l'ENSA Nantes – en l'occurrence son laboratoire de recherche en sciences sociales le LAUA – et Nantes Métropole, jeune intercommunalité ayant la maîtrise d'ouvrage de deux grands projets nantais : l'île de Nantes du côté de l'emblème et de l'attraction (Devisme, 2007b) ; le GPV Malakoff-Pré Gauchet, du côté d'un travail relevant de la Politique de la Ville. Cette convention portait sur l'observation détaillée, l'analyse et l'interprétation des principaux projets de transformation spatiale engagés par le niveau politique désormais compétent localement dans ce domaine.

Les objectifs de la recherche concernaient :

– Au niveau de la connaissance urbanistique, la participation à une analyse fine des actions d'aménagement en les inscrivant dans le contexte des politiques publiques menées et dans les rapports de force à l'œuvre. Cette connaissance était liée à un projet d'observatoire du phénomène urbain, latent au laboratoire, rejoignant l'alimentation de l'enseignement de l'urbanisme à Nantes.

– Au niveau des relations entre professionnels et chercheurs, constituer un lieu d'échanges et de débats et offrir un espace de réflexivité aux professionnels.

Outils et méthodes qualitatives étaient requis avec les pratiques de l'observation et de l'entretien et le croisement entre discours, récits et décisions. Il s'agissait d'analyser les convergences et les ruptures entre les régimes de l'énonciation et de l'action.

Cette expérience de recherche-développement qui nous a conduits tout autant que nous l'avons conduite a sûrement constitué une occasion éclairante d'une phase de transition propre à la recherche urbaine française, une curieuse aventure de déambulation dans un climat situé entre chiens et loups : ni décentralisation totale d'une sollicitation / commande locale – celle de la Communauté Urbaine de Nantes –, ni injonction / attente d'une institution centrale d'État – le PUCA, mais tantôt l'une et l'autre, l'une sans l'autre, ou parfois encore l'une contre l'autre.

Ce flottement quant à la circonscription précise des intervenants pourrait être interprété comme un temps *t* dans un processus de désengagement de l'État de la recherche publique. Il pourrait aussi être saisi comme un autre indice de la « décentralisation en demi-teinte » (Dumont, 2007) d'un État pris entre l'entrée obligée dans une démarche de gouvernance, le voyant se ployer aux



Laurent Devisme

La traque de l'événement médiatisable et des signes de la transformation

logiques de *management* privé et, de l'autre, l'insistance affirmée à conserver la main sur un local qui en a constitué historiquement un des ressorts essentiels. Genèse paradoxale, donc, perturbant déjà par le biais technique d'une convention, et pour autant que la recherche se soit située sur ce tableau, toutes sortes de rapports duaux (commanditaire/prestataire ; intellectuels/technos...). Dans cette genèse précise, on peut voir aussi bien des velléités de renouvellement des manières de penser le projet urbain que des aspects d'ingéniérisation des sciences sociales et symétriquement d'intellectualisation de la ville. À suivre l'argument du numéro « La ville des savants » de la revue *Genèses*, il s'agit d'une autre étape des rapports entre ville des acteurs et ville des savants beaucoup plus que d'une radicale nouveauté.

Cela n'empêche pas certains protagonistes de la plateforme d'être persuadés de la nouveauté du dispositif : soit en caricaturant ce que serait la recherche en France (qui n'aurait rien compris, par exemple, des savoirs d'action), soit en exacerbant les vertus d'une réconciliation entre hommes éclairés au moment de la gouvernance et en plongeant dans les délices de la consultance et de l'expertise et les effets d'autorité qui peuvent y être liés. Tel enseignant-chercheur peut alors valoriser son entregent, la connaissance de certains niveaux des mondes professionnels et, le *must* en l'occurrence, sa qualité d'expert auprès d'acteurs privés influents de l'aménagement (acteurs commerciaux adossés à des banques par exemple).

### Greffes de recherche, conditions d'incertitude

Dès les premiers temps de la recherche, deux situations se sont rapidement affirmées comme principaux chantiers d'observation : la transformation du secteur de l'Île de Nantes et celui d'une opération de renouvellement urbain liée à la politique de la ville, le « quartier Malakoff-PréGauchet ». Cette deuxième n'a cessé tout au long du déroulement du programme de recherche de se constituer comme un objet aux contours des plus flous, réajustés, tirillés par d'autres logiques parfois *spatiales* (extension, redéfinition des périmètres, ajout de nouveaux « dossiers » comme le retrait d'anciens<sup>3</sup>), parfois *sectorielles* (inscription dans des enjeux et cadre de politiques publiques ne coïncidant pas avec ces circonscriptions). Mais ce brouillage ne concernait pas uniquement les limites : il a affecté le contenu même de ce « programme d'action » qui a évolué d'une orientation visant à agir sur un « quartier contrat de ville » vers une autre voyant se développer un secteur tirillé entre quartier d'affaire à vocation tertiaire et nouveau « quartier de ville ». Cette dynamique forte d'objet instable s'est retrouvée au niveau des intervenants ayant en charge l'action urbanistique, instabilité liée à la fois à l'émergence d'une commu-

3. On pense ici à la disparition « en cours de route » de réalisations initialement programmées telles que la passerelle Saint-Félix ou à l'inverse l'ajout de nouveaux espaces comme le stade Marcel Saupin.



Laurent Devisme

En attente de participation

nauté d'agglomération, à la redéfinition de l'organigramme et de la structure des services publics concernés, ou encore au réajustement des périmètres de délégation de maîtrise d'ouvrage.

Cette grande plasticité des cadres et des intervenants, socle majeur d'un objet flou, a perturbé fortement les cadres habituels mobilisés par les scientifiques pour analyser l'action du champ urbanistique, ces cadres contenus dans les termes mêmes du programme dans lequel nous nous inscrivons : que deviennent en effet les *projets* dans une situation d'objets flous réajustés, les *acteurs* lorsque derrière une même « étiquette » telle que celle de chargé de projet, sous-préfet à la ville ou direction générale – des individualités différentes passent un temps, se succèdent et disparaissent, ou encore les *stratégies* lorsque les programmes d'action initiaux sont amenés « en cours de route » à être réajustés, bon gré mal gré, par choix ou par contrainte<sup>4</sup> ?

On se situe dans ce cas face à des *grappes d'entités*, humaines et procédurales, sur lesquelles le chercheur vient se greffer pour travailler à la constitution de nouvelles sémantiques à même de restituer ces logiques d'action. En attendant, les formes urbaines n'en continuent pas moins de se métamorphoser. Et les acteurs publics, de leur côté, ont montré aussi comment ils savaient s'accommoder à leur manière de cette plasticité, des horizons obscurs et incertains qui la portent, voire en retiraient astucieusement à l'occasion des armes rhétoriques pour mettre en scène leur action, affûtant de redoutables *story tellings*. Pour eux, un projet conduit dans ces conditions témoignerait des caractéristiques nouvelles et choisies d'une action publique se situant plus à l'écoute des habitants, d'une approche pragmatique

qui « met un pied devant l'autre », avance en marchant, aux antipodes d'une action à caractère autoritaire.

Comment et par où alors sommes-nous entrés dans cette situation de recherche ? À partir de balises : celles des *temps* et de leurs instruments les plus significatifs que sont les agendas et les dates de réunion. C'est par eux qu'a pu se réaliser non pas « l'entrée » (ce qui impliquerait un univers relativement clos) mais qu'ont pu se greffer deux chemine-ments liés à deux activités : celle, professionnelle, de champs d'intervention sur la ville, celle, réflexive, d'une observation à caractère ethnographique consistant à investir ces réunions de la plus informelle à la plus officielle, calées par des dates. Se greffer donc sur une opération de renouvellement urbain non par des acteurs-clé, ni par des documentations extérieures de stratégies, mais sur des *lieux* et des *moments*, investis de manière récurrente.

En nous rendant volontairement dans des réunions à caractère très technique, aux faibles enjeux décisionnels apparents, discutant de tirants d'air, de solutions techniques à la production de réseaux de chaleur urbain, de hauteurs des plafonds de bureau et de volumes de logements à réagencer, de montages financiers comme de sondages sur la résistance des sols, et en ne disposant d'aucune compétence ni de savoir dans aucun de ces domaines, nous avons posé que ceux-ci correspondaient aux rouages, aux turbines comme aux courroies de la machine à travers laquelle se

4. Cas de l'engagement d'études sur de nouveaux périmètres (la gare), annulation de démolitions d'ampleur qui étaient prévues, suite aux émotions de rue de Novembre 2005...

détaille et se noyautent toute l'architectonique de la fabrique urbaine. Nous avons ainsi abandonné les discours « sur » et nous sommes constitués en ingénieurs ou plutôt *activistes* des arcanes de la fabrique urbaine au quotidien. Avec un savoir d'observation, sans certification ni diplômes, certes, plus proche de ces ficelles du métier (Becker, 2002) bricolées sur le tas que d'un protocole fixé *a priori*. Ce type de présence a impliqué de tenir un rôle singulièrement difficile à circonscrire et paradoxal : si tous les intervenants présents dans ces moments et ces lieux étaient toujours là *pour faire quelque chose*, nous avons pris la posture de celui qui *n'a rien à (y) faire*, qui ne participe pas à la conduite du projet qu'il observe.

### N'avoir rien à (y) faire. *Hiatus* et coïncidences.

Ces précisions éclairent les conditions de possibilité de l'entreprise d'*intellectualisation* des logiques de projet. Une fois franchie l'insertion dans cette pratique « en route », nous nous sommes nous-mêmes transformés – alors qu'aucune participation n'a été engagée à quelque niveau que ce soit de notre part ! – en garant ou témoin d'une certaine forme de continuité, rassurante, curieuse ou anecdotique, parce que dotée de savoirs sur l'*avant*, sur les séquences précédant l'irruption de tel ou tel intervenant de l'action publique. Situation d'intermédiaire qui nous a conduits à découvrir simultanément le projet et sa condition nantaise, au cours d'une phase de constitution partagée d'une culture urbaine locale : nous avons fait irruption dans ces réunions au même moment où un chargé de projet prenait ses nouvelles fonctions dans l'institution communautaire, et nous avons découvert avec lui les intervenants, procédures, dossiers et chantiers en cours. Cette découverte n'a pas empêché une incompréhension radicale respective d'autant plus forte que la proximité avec les intervenants était grande. Les intervenants n'ont jamais compris ce que nous faisons ici ou là, ni pourquoi ni comment. Et les moments de mise à plat devant permettre cette clarification se trouvent toujours dérouter – symptôme des conséquences de l'empilement démesuré des agendas sans cesse remaniés, ajournés.

Cette construction partagée de cultures respectives – en rien communes – va osciller tout au long des opérations entre défiance, perplexité et amusement, en particulier du fait de notre présence obsessionnelle, récurrente, qu'il vente ou qu'il pleuve, dans les réunions que ces intervenants caractérisent comme les moins intéressantes, un amusement qui les conduira à résumer notre présence, par jeu et confort, comme celle de « l'éthologue » : celui qui s'invite tout en n'ayant jamais été invité.

Travail de familiarisation dans lequel au fond on ne sait plus qui sont les bêtes et qui est l'observateur ; le chercheur étant tout aussi observé parce qu'un brin dérangé, qu'un brin dérangeant quant aux ordres existants. Qui est-il pour aller mettre ses bottes dans les « points-chantiers » et se

retrouver à proximité du député-maire à l'occasion du lancement d'un nouveau quartier d'affaire ? Le chercheur endosse à toute vitesse des habits de rechange, toujours attribués par ceux qu'il côtoie sur le registre de l'implicite, qui lui permettent d'être *pris pour* et, partant de là, de *prendre part* à sans être *partie prenante* ; des rôles fictifs, donc, tels que celui d'un chargé de presse, d'un stagiaire, d'un émissaire de l'institution métropolitaine ou une autre fois de la municipalité ou une autre encore, d'un nouvel habitant.

Il s'agit en vérité de permettre la seule conclusion précise suivante : « c'est bon, *il est des nôtres* ». On peut ensuite paradoxalement affirmer une inculture et une incompetence devenant motif d'intégration à la culture et aux compétences provisoirement côtoyées le temps d'une réunion ou d'une situation d'ampleur de transformation urbaine : paradoxe parce que la raison d'être essentielle de tous ces intervenants est précisément liée à leur culture professionnelle (une réunion sur des réseaux téléphoniques et électriques n'a que peu de chance d'y voir participer un élu). Le chercheur défini comme « n'étant pas celui », défini en creux donc, devient un objet rassurant : lorsqu'il n'est pas le responsable du programme de recherche<sup>5</sup>, il n'est pas non plus le représentant d'une SEM, ni des habitants, ni d'associations ni, non plus, un journaliste à ménager. D'où la figure de l'éthologue avec pour seule caractéristique spécifique d'être celui qui consigne.

Des passerelles se créent, pourtant, parfois à l'intérieur, parfois à l'extérieur de ces *moments* et *lieux*, par une sorte de principe de commune humanité : le chercheur devient l'interlocuteur recevant le « défolement » après une réunion tendue – défolement relatif et mené uniquement jusqu'à un certain terme (est-il réellement des nôtres ?) ; il fait l'objet d'une expectative parfois muette parfois explicite sur le registre de la plaisanterie (« attention, nous avons des oreilles parmi nous ! il note tout, ça y est trop tard, c'est noté ! [rires] » lorsqu'une remarque, un jugement de valeur a été formulé<sup>6</sup>). L'éthologue consigne, est pris à témoin mais ne peut avoir voix car s'il prend voix, il est dès lors considéré comme prenant partie, et perd son statut plastique. Cette efficacité du régime fictif maintenu par l'incertitude du statut, ouvre la possibilité *a posteriori* d'engager une « urba-analyse ».

### Les tribulations de jeunes chercheurs dans un contexte hybride

Une équipe de recherche, fragment d'un laboratoire en l'occurrence, peut trouver intérêt à varier les postures en

5. À qui une furieuse envie de demander des comptes prenait parfois aux intervenants se demandant qu'est-ce que cela signifiait ce touriste exotique déambulant de réunions en réunions.

6. *Verbatim* extrait des notes d'enquête.



son sein. De fait, la plupart du temps, suivant les agendas et les horloges, se croisent travail de terrain dans le cadre de thèses en cours, approfondissements de manières de faire par des chercheurs contractuels, coups de sonde pour des enseignants-chercheurs débordés. En plus de quatre ans, bien des positions peuvent changer et il faut pouvoir les expliciter, en rendre compte.

La question de « tenir dans le temps » peut relever de la gageure, notamment en joignant deux aspects qui pour certains ne relèvent pas forcément du même métier : d'une part animer le travail collectif et s'assurer d'un rapport régulier avec les « acteurs urbains » (que faites-vous ? Où en êtes-vous ? Quand prendra-t-on connaissance de ? Avez-vous des idées pour des conférenciers sur la densité... ?), d'autre part, faire du terrain, se construire un objet d'étude à la fois restreint et pertinent. Certes le projet urbain est complexe et multi-actoriel, certes il est idéal et matériel mais comment bien le documenter, où se mettre ? Comment, ayant intégré le cadre partenarial évoqué, se saisir de cette situation pour observer ce qui serait autrement difficile à comprendre ?

La notion de traduction nous a notamment permis de décrire nos activités en trois temps, conceptualisés entre autres par Michel Callon : « le premier est celui de la réduction du grand monde (macrocosme) au petit monde (le microcosme) du laboratoire. Le deuxième temps est celui de la constitution et de la mise au travail d'un collectif de recherche restreint qui, s'appuyant sur une forte concentration d'instruments et de compétences, imagine et explore des objets simplifiés. Le troisième temps est celui du retour, toujours périlleux, vers le grand monde : les connaissances et les machines traduites dans l'espace confiné du laboratoire seront-elles en mesure d'y vivre et d'y survivre ? » (Callon, Lascoumes, Barthe, 2001, p. 75).

Dans le cas présent, la première étape consiste en de faibles transformations et en un transport relativement simple d'éléments d'information. La réduction est moins une simplification qu'une hypothèse de cristallisation (où les chercheurs pressentent que tel fait ou ensemble de faits est un prisme révélateur).

Le premier temps revient pour nous à organiser des veilles ramenant ce qui se dit à propos des deux projets-terrains. L'écriture de l'histoire des projets pendant leur réalisation s'est avérée précieuse pour des milieux professionnels pris dans des temporalités d'actions difficiles à concilier avec le « calme examen » des faits urbanistiques. Les chercheurs ont tenu depuis le début à se situer aussi loin de l'expertise que de la critique radicale.

Le deuxième temps de la traduction, le travail proprement dit du collectif, renvoie essentiellement à des savoirs incorporés dans des instruments (l'enregistreur audio et l'appareil photo essentiellement) et dans des corps, nous-mêmes, et cette posture ethnographique relève essentiellement de l'empathie, de la réserve du jugement, de l'implication circonstanciée. L'attitude analytique consistant

à se mettre en position de non-savoir peut être reprise ici. Elle revient soit à dresser un obstacle inattendu sur ce qui semblait jusqu'ici aller de soi (étape nécessaire à toute attitude de problématisation), soit à développer une perspective par incongruité, héritée de travaux micro-sociologiques ayant traqué la logique des situations<sup>7</sup>. Comme nous prissions l'observation muette de réunions, il nous a été à juste titre renvoyé l'étiquette d'ethologue : avions-nous donc des animaux de laboratoire sous les yeux ? N'étions-nous pas proches de ces observateurs des pratiques en cuisine des célibataires norvégiens mis en scène dans le film de Bent Hammer, *Kitchen stories*<sup>8</sup>? Il nous a souvent été fait reproche d'explicitier avec difficultés les raisons de notre présence. Quelle est donc notre « plus-value » ?

La réponse d'Antoine Hennion nous convient bien : « Il n'y a aucun doute sur le fait que le sociologue fasse quelque chose d'autre, quelque chose de plus que les acteurs. Pourquoi ? Simplement parce qu'il ne met pas en œuvre les mêmes outils qu'eux. Aucun acteur ne va en effet réaliser cinquante entretiens, les comparer et développer des formes de discussion du type séminaire ou colloque » (Floux, Schinz, 2003).

Dans un autre registre, nous nous sommes clairement situés du côté d'une sociologie expérimentale (distinguée par Bernard Lahire de la sociologie sociale). Considérant l'opération épistémologique<sup>9</sup> comme un moment permanent de la recherche (et non un préalable qui permettrait ensuite de

7. « C'est que le langage des situations que nous propose la micro-analyse n'est jamais – et c'est le désespoir des amateurs de typologies – le langage des approches localisées ou des conventions. Il n'y a pas d'autonomie du local permettant de faire jouer les situations sous les structures, et il n'y a pas de pertinence par convention. Le principe de pertinence qui fonctionne dans les situations ordinaires surgit toujours par le milieu en quelque sorte, sous la forme d'une insolence acceptable ou requise, d'une ironie plus ou moins attendue, bref d'une modalisation du cadre de l'expérience qui met à l'épreuve ce qui est réputé commun ou ce qui est censé convenir. Sans doute cette approche de la pertinence doit-elle beaucoup à une philosophie des liens lâches : liens lâches entre les individus et, en chaque individu, entre ses différents rôles. Le travail de l'incongruité n'est donc pas seulement la lubie du sociologue, c'est la manière dont toute expérience se construit par une série de coups de force mineurs sur les situations » (Quéré, Joseph, 1993).

8. Dans ce film, des sociologues suédois sont mobilisés pour enquêter auprès de célibataires norvégiens sur leur rapport à leur cuisine. Les enquêteurs débarquent en caravane, outillés d'une grande chaise d'arbitre qu'ils positionnent dans la cuisine des enquêtés et sur laquelle ils restent perchés la journée durant, observant les allées et venues des habitants... Habitants qui ne manquent pas d'établir leur quartier ailleurs (à l'étage, dans la chambre en l'occurrence) pour se soustraire des regards positivistes ainsi amenés et à l'occasion observer l'observateur *via* un trou dans le plancher... Le moment anthropologique commence véritablement lorsque l'observateur est amené à descendre de sa chaise !

9. Allusion au titre du dossier du n°84/85/86 de la revue *Espaces Temps*, 2004, « L'opération épistémologique. Réfléchir les sciences sociales ».

passer à un moment opératoire, dans un horizon dégagé de tout doute), nous avons pu expérimenter bien des situations problématiques.

Le troisième temps de la traduction pose chez Callon le problème de l'intéressement et renvoie aux questions posées par la « recherche-développement ». C'est bien ce temps qui est concerné par la fonction de *go-between*, *a minima* assurée par le coordinateur de l'équipe. L'un des équilibres difficiles à réaliser réside sûrement dans le paradoxe suivant : comment plutôt déstabiliser que conforter les acteurs au travail tout en s'assurant d'un rapport de confiance effectif ? La question des modalités de la diffusion des travaux n'est pas étrangère à la réussite de cet équilibre.

Ce plan théorique ne résout pas les questions méthodologiques, mais il sert de boussole. Soyons plus précis dans quelques manières de faire. L'observation muette de réunions a reçu nos faveurs avec cette inconfortable perception déjà évoquée (notamment, les acteurs des projets urbains sont essentiellement des professionnels habitués à être en rapport avec des experts, des bureaux d'études et la place que nous souhaitons occuper n'est pas du même ordre, pas de réponse à une commande, pas d'endossement d'une fonction de vulgarisateur de science non plus). Il est important, dans un premier temps, de se faire une idée du spectre des réunions tenues autour du projet et de ménager simultanément des relations de confiance avec les acteurs. Le mode d'entrée dans les réunions, leur sélection, la pratique d'observation qui y est engagée, s'inscrivent dans une logique résultant de cette relation ; elles ne sont pas seulement des « moyens » d'avoir des informations mais correspondent à un véritable protocole de recherche. Par exemple, l'entrée par les « agendas » dans le cas du Grand Projet de Ville, consiste à entretenir une relation plus forte avec trois acteurs du projet, qui régulièrement, par mail, s'adressent leur agenda. La réunion en tant que telle est observée, consignée dans les moindres détails, mais également ce qui la précède (« on se met bien d'accord sur ce qu'on va dire », peuvent déclarer des acteurs du monde de la coordination opérationnelle avant une réunion avec un élu) ou ce qui lui succède, lorsqu'une grande partie des acteurs principaux ne sont plus présents. Ce premier indice sur la limite des réunions au sens large rejoint un autre aspect, celui de leur fragmentation et de leur enchevêtrement, les chercheurs préférant dans ce cas parler de « matinée » ou « d'après-midi ». Il arrive régulièrement que les acteurs participent à plusieurs réunions simultanément ou successivement. Cela impose aux chercheurs une souplesse dans les consignations. Sur le plan de la méthodologie, on voit comment un simple protocole questionne aussi les relations entre chercheurs et acteurs, les premiers pouvant être « témoins-ressources » de l'importance que des acteurs peuvent conférer à une réunion.

Si l'on s'efforce de suivre les plus « petites » réunions de coordination opérationnelle avec les concessionnaires, les responsables des réseaux (assainissement, terrassement)

autant que celles de coordination de maîtrise d'ouvrage, de montages de projet avec des partenaires extérieurs, un filtrage se met en place ensuite ; mais l'enjeu est de parvenir à maintenir une traversée continue des différents niveaux de réunions organisés hiérarchiquement par les acteurs du projet.

Cette posture de « présence – absence », avec un principe de « non ingérence », permet de garder une liberté de parole *ex post* car sans identification d'un chercheur comme « favorable » à l'un des types d'acteurs. « Facile à dire » car dans le cas d'une réunion dite « mensuelle des élus », organisée par un aménageur créé *ad hoc* pour le projet de l'île de Nantes, l'assistance régulière produit quelque chose comme une familiarité, même si la plupart des acteurs ne savent pas au juste pourquoi nous sommes là. La réunion se prolonge par un buffet, occasion de retour sur la réunion certes, mais de tenir un rôle plus flou, échange de commentaires, manière de garder le fil avec certains... Assister, prendre des notes épaisses dans cette réunion, c'est notamment se rendre attentifs à tout ce qui ne saurait « venir » dans le cadre d'entretiens, précisément parce que les interactions nombreuses, entre acteurs politiques et techniques par exemple, relèvent d'un véritable travail, que les transferts d'identité y sont nombreux. Les cadres de l'interaction peuvent il est vrai gagner à être connus par des entretiens *a posteriori*, dont les intérêts sont d'un autre ordre.

La grande difficulté peut surgir avec les modalités de restitution des travaux. Que sort-on en effet de son chapeau ? Ce que les acteurs y ont mis certes mais comment bien décrire sans faire tomber les murs des réunions ? Les restitutions des chercheurs sont à la fois des écrits et des oraux. Quant aux écrits, cet incontournable de la recherche, on peut certes anonymiser mais personne ne s'y trompe localement lorsque l'on restitue une séquence de réunion. Si cela ne pose aucun problème dans une revue scientifique à comité de lecture international, c'est nettement plus délicat localement, dans le retour fait aux cobayes ! Et cela peut amener à destituer le rapport de confiance... D'où les vertus que peuvent porter des oraux ainsi que d'autres formes de recherche, plus décentrées. Les oraux, ce sont des restitutions au comité de pilotage local par exemple donnant aux chercheurs la possibilité d'user d'auto-ironie, de cerner jusqu'où peut aller l'appétit des acteurs ainsi que leur perplexité. Des décalages certes mais jusqu'où ? Ce sont aussi des occasions de réfléchir à la pertinence des objets découpés dans cette vaste matière.

Ainsi, dans notre cas, des récits d'affaires et autres moments-épreuves permettant une focalisation poussée et une mise en récit ; ces analyseurs sont une manière simple de prendre pied ensemble dans une réalité. On imagine mal ne restituer que ce qui relève des actions de ceux que nous nommons des « chefs d'orchestre ». Les vertus d'associer à cette connaissance « de l'intérieur » un point de vue plutôt incongru, permettant de livrer des éléments non connus par les professionnels sont importantes. On tombe

alors sur ce que l'équipe a qualifié de battue, alias « cruising » diurne<sup>10</sup>. Il s'agit, *a contrario*, de privilégier une observation fine des transformations morphologiques. Nous pouvons faire l'hypothèse que de nouvelles pratiques et/ou des transformations plus ou moins manifestes tentent d'anticiper, d'accompagner, de nier, de résister aux transformations annoncées. Le projet, s'il concerne la restructuration de l'ensemble du territoire, ne va pas agir physiquement sur tout l'espace. De plus, ce type de projet est programmé dans la durée, ce qui laisse aux acteurs la possibilité d'oublier, d'interpréter, d'agir différemment suivant les étapes.

### Une approche pragmatiste productrice de perplexités publiques

Que retirer de cette forme singulière de recherche ? Une intellectualisation plus poussée de l'action urbanistique ? Ou davantage une ingénierisation de la recherche ? Ce n'est sans doute ni vers l'une ni vers l'autre qu'oriente le modèle pragmatique producteur de perplexités publiques sur lequel se fonde une part importante de nos entreprises de recherche<sup>11</sup>, et dont nous n'esquisserons ici que les principaux traits.

Les tenants et aboutissants de cette démarche rejoignent à bien des égards les configurations exploratoires expérimentées par Marc Abelès (1999) à l'Assemblée Nationale et Bruno Latour (2004) au Conseil d'État : celle de l'irruption de profanes dont la légitimité se tire paradoxalement de leur illégitimité évaluée au regard des logiques conventionnelles propres aux champs d'intervention investis et de leur tentative de contribuer avec ces milieux réglés à des productions tierces dépassant non seulement ces logiques de champs, mais leur propre logique de champ de référence, des productions que l'on nomme perplexités publiques. Il ne faut pas ici confondre « problème public » et « question de gestion publique ».

Concernant cette différence, nous reprenons la perspective ouverte par Robert E. Park (2007) : le public est cette forme sociale singulière distincte de la foule qui n'oblitére ni ne fusionne les singularités des opinions individuelles la composant, mais, intégrant cette singularité, est amenée à constituer une *forme réflexive*. Et le caractère partagé de cette forme tient non d'un « monde commun », illusoire, qu'à une de ses propriétés essentielles : celle d'y avoir institué « la raison comme valeur ».

La *perplexité publique* correspond à une démarche d'interrogation ouverte qui vise à établir les conditions d'une réflexivité collective et pouvant par là se faire publique. Sa seule raison d'être tient à cette *propriété* de forme réflexive que contrecarre l'empilement incessant des quêtes de solutions ou d'optimisation d'intérêts particuliers.

C'est parce qu'ils cherchent *autre chose* que des solutions, parce qu'ils cherchent plus à *être dérangés* qu'à *ranger* – et prennent acte de cette quête, veulent repartir songeurs davantage que rassurés –, que chercheurs et acteurs pourraient

alors voir – possiblement – leur statut disparaître sous la constitution d'une *forme publique* commune des fonctions dont les uns et les autres ont la charge. Les uns comme les autres sont-ils prêts à accepter de telles « règles du jeu » ?

Deux attitudes de recherche sont à même de conduire dans cette direction et correspondent à autant de régimes spécifiques de ce modèle pragmatique, parfois menés l'un avec l'autre, parfois l'un sans l'autre.

L'une, analytique, vise à clarifier des tendances, des logiques, à partir desquelles le retour vers le concret, le monde ordinaire, est relativement aisé. On pense par exemple ici aux éclairages sur les formes de clivages attendues ou inattendues liées aux opérations urbaines en général.

L'autre, énigmatique, a pour visée précisément de laisser tant les chercheurs que les acteurs sans voix, sur leur faim, face à eux-mêmes et au monde. Elle ne prend pas un malin plaisir à obscurcir le monde mais tient compte du fait que l'action et ses récits n'en sont toujours qu'une réduction, et vise ainsi à redonner un statut de visibilité à des oubliés du voyage. Elle ne vise pas à offrir des solutions aux problèmes, mais à faire de ces solutions des lieux de problèmes. En pointant, par exemple, comment la rationalisation toujours plus optimale de l'action publique, et donc logiquement plus acceptable et performante, oblitère ce faisant de manière toujours plus affirmée les marges de manœuvre de déploiement d'autres formes sociales, d'autres modes et modèles de vie, urbaine ou autre. Produire des perplexités relève alors plutôt d'une attitude qui consiste à s'échapper du domaine des productions et des arsenaux permettant de les évaluer (utiles/inutiles, efficaces/inefficaces...), pour rejoindre celui des activités et de l'action (intellectuelle) : produire du vide (des perplexités) car le vide permet parfois de respirer. Il s'agit de se déplacer non plus seulement dans le champ proprement dit des réflexions sur les productions du monde, mais davantage dans celui de ses conditions de réalisation, de possibilité. Le laboratoire de la vie urbaine trouve alors une portée nouvelle, une vertu exploratrice qui loin de se clôturer (comme le font incessamment les questions et les solutions de gestion publique), peut venir revigorer la dynamique sociale. Ni luxe, ni confort, cette attitude est avant tout marquée par l'intranquillité.

10. Dans ses « réflexions préparatoires à une théorie du *cruising* », Bruce Bégot (2004) évoque cette pratique de la virée en voiture, plutôt nocturne, qui n'est ni une croisade, ni une croisière (pp. 105-115). On retrouve certaines analogies de ses descriptions avec ce qui est ici évoqué, comme l'idée que l'on ne cherche pas à consoler une mobilité sans raison par la recherche d'endroits inédits...

11. Mentionnons ici par exemple les programmes engagés sur le terrain des périphéries urbaines et émergeant directement à ce modèle, tant en Loire-Atlantique (convention de recherche avec la DRE des Pays-de-la-Loire relative à la connaissance des formes périurbaines et du gouvernement territorial dans la région nantaise) que dans les territoires de l'Ouest (programme de recherche « contextes de sécurité/sûreté », MEEEDDAT, 2007-09).

## Références bibliographiques

- Abélès M., (2001), *Un ethnologue à l'Assemblée*, Paris, Odile Jacob.
- Becker H. S., (2002), *Les ficelles du métier*, Paris, La Découverte.
- Bégout B., (2004), *L'éblouissement des bords de route*, Courtry, Éditions Allia.
- Bezes (Ph.), Chauvière (M.), Chevallier (J.), Montricher de (N.), Ocqueteau (F.) (dir.), (2005), *L'État à l'épreuve des sciences sociales. La fonction recherche dans les administrations sous la V<sup>e</sup> République*, Paris, La Découverte.
- Callon M., Lascoumes P., Barthe Y., (2001), *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Le Seuil.
- Davezies L., (2008), *La République et ses territoires. La circulation invisible des richesses*, Paris, Le Seuil.
- Devisme L., (2007a), « Faire de la recherche, entre implication et distanciation », introduction au dossier du n° 10 de *Lieux communs* consacré aux « Formes et pratiques de l'activité de recherche », Nantes, LAUA.
- Devisme L., (2007b), « Centralité et visibilité dans le projet urbain de l'île de Nantes », in Tsiomis Y. (dir.), *Échelles et temporalités des projets urbains*, PUCA, pp. 123-142.
- Dumont M., (2007), « Le territoire, prisme des épreuves métropolitaines de l'action sociale : le cas d'un Projet Social de Territoire (Nantes) », in Bouquet B., Madelin B., Nivolle P., *Territoire et action sociale*, Paris, L'Harmattan.

Floux P., Schinz O., (2003), « Engager son propre goût. Entretien autour de la sociologie pragmatique d'Antoine Hennion », *Ethnographiques.org*, n° 3, – en ligne <http://ethnographiques.org/documents/article/arHennion>.

Joseph I., (2004), *Meteor, les métamorphoses du métro*, Paris, Economica.

Lassave P., (1997), *Les sociologues et la recherche urbaine dans la France contemporaine*, Toulouse, PUM.

Latour B., (2004), *La fabrique du droit. Une ethnographie du Conseil d'État*, Paris, La Découverte.

Lepetit L., Topalov C. (dir), (2001), *La ville des sciences sociales*, Paris, Édition Belin

Luhmann N., (1999), *Politique et complexité*, Paris, Le Seuil.

Park R. E., (2007), *La foule et le public*, Paris, Parangon.

Quéré L., Joseph I., (1993), « L'organisation sociale de l'expérience », *Futur antérieur*, n° 19-20.

Topalov C., (2005), « Introduction », *La ville des savants*, revue *Genèses, sciences sociales et histoire*, n° 60, Paris, Belin .

Tsiomis Y., (2007), *Échelles et temporalités des projets urbains*, Paris, J-M Place.

## Biographies

**LAURENT DEVISME** est enseignant-chercheur à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes (ENSAN) et directeur du Laboratoire Langages Actions Urbaines Altérités (LAUA).

laurent.devisme@nantes.archi.fr

**MARC DUMONT** est maître de conférences en aménagement urbain à l'Université Rennes 2 (Laboratoire RESO), chercheur associé en urbanisme au Laboratoire LAUA (École Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes).

dumontmarc@free.fr